



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<https://www.economiedistributive.fr/Les-mefaits-de-la-P-A-C>

Les méfaits de la P.A.C.

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1976 à 1987 - De 1982 à 1983 - N° 806 - décembre 1982 -

Date de mise en ligne : mercredi 7 janvier 2009

Date de parution : décembre 1982

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

LES initiales PAC représentent la Politique Agricole Commune, l'un des plus beaux fleurons de la Communauté Economique Européenne aussi appelée Marché Commun. Elle est destinée à harmoniser les politiques agricoles de chacun des dix participants, tous fonctionnant en économie de marché. Il est intéressant de voir un peu comment les choses se passent dans ce secteur délicat car les agriculteurs ont parfois la tête pros du bonnet ainsi qu'ils l'ont montré de nombreuses reprises dans les années passées.

Depuis l'entrée de la Grèce, les pays du Marché Commun sont au nombre de dix. En 1958 (tous n'étaient pas encore entrés dans la Communauté) ils avaient globalement environ 20 millions d'agriculteurs. Ce nombre est depuis retombé à moins de 9 millions. Dans l'industrie, on dirait que les effectifs ont été « dégraissés ». La production globale n'a pas baissé pour autant, loin de là. En somme, la productivité a crû et, en terme de marché, c'est une bien bonne chose.

Pas vraiment, car l'agriculture des Dix doit demeurer très fortement subventionnée, grâce au contribuable. En 1981, la Communauté a consacré 13 milliards d'euros (unité de compte européenne = environ 6 francs) à ses fermiers. Au cours de la même année, les gouvernements des dix pays membres ont versé à eux tous une somme au moins équivalente dans les escarcelles de leurs agriculteurs. Ceci en totale infraction aux règlements communautaires.

Pourquoi cette manne cœlestes ? Pour protéger les fermiers des deux risques majeurs qu'ils courent : les aléas du marché et du temps. De plus, aucun pays n'est prêt à sacrifier son agriculture car l'emploi doit être préservé. Il existe et aussi parce qu'un pays incapable de se nourrir au moins un peu serait particulièrement vulnérable en cas de conflit.

Pour toutes ces raisons, les agriculteurs ont droit à des prix garantis pour leur production. Le niveau en est décidé par décision politique plus que par les lois du marché. Ainsi donc, chaque printemps, les ministres de l'Agriculture des Dix se réunissent pour fixer les prix de céréales, du lait, du sucre, du beurre, du veau, du boeuf, du porc, de certains fruits et légumes et du vin de table. Si les prix qu'offre le marché baissent pour ces produits au-dessous d'un certain niveau dit prix d'intervention, la commission achète et stocke pour, en théorie, revendre quand les prix auront remonté.

Pour mieux protéger encore les agriculteurs la PAC a recours à des droits d'importation et des subventions à l'exportation qui les protègent de la concurrence mondiale.

La PAC est-elle une réussite ? Si l'on veut ! Tout au moins en termes de production. Stimulés par des prix élevés et la certitude que la Communauté achètera les excédents, les agriculteurs européens tendent à produire de plus en plus. Nous ne risquons pas dans l'immédiat de manquer de viande (peut-être de mouton), de blé, de beurre, de sucre, de fromage, de lait... Mais il faut y mettre le prix. En 1981, les prix européens étaient supérieurs aux prix mondiaux pour le beurre (+ 53 %), le blé (+ 38 %), le sucre (+ 33 %), le porc (+ 24 %), etc.

Faisons un peu le compte, ou plutôt ne le faisons pas. Avec les produits alimentaires de base les plus chers du monde, les sommes colossales qu'il faut verser à cet effet dans les caisses de la Communauté, le contribuable est en droit de s'interroger. Par exemple sur certaines causes de l'inflation ou sur les mérites de l'économie de marché (commun ou pas), ou même sur la réalité de l'économie de marché. Existe-t-elle vraiment dans les pays industrialisés ? Car la Communauté Européenne n'est pas la seule institution à déverser un pactole dans l'agriculture. De juillet 1981 à juin 1982, les Etats-Unis ont dépensé 14 milliards de dollars pour aider leurs fermiers dont les revenus baissent aussi vite que leur production augmente. Les Japonais paient leur riz six fois plus cher que les Américains afin que le prix de leur nourriture de base soit garanti.

Si encore les agriculteurs étaient heureux... Certains le sont qui engrangent de belles moissons de blé, par exemple, et de subventions. Mais pas tous. Regardez donc ces derniers bloquer les autoroutes. Ils n'ont pas l'air de jouer la comédie. Alors ? Ne vaudrait-il pas mieux adapter la production aux besoins ?